

# On ne naît pas compétent en médias, on le devient

EDUCATION Une semaine pour lutter contre « l'illettrisme médiatique »

► Tout le monde est d'accord : l'éducation aux médias est un enjeu crucial de démocratie.

► La Belgique francophone y consacre un euro par an par élève.

► Des discours aux actes, le chemin est encore long.

Cyberharcèlement, fake news, désinformation, propagande, théories du complot... Internet a bouleversé les codes de production et de consommation de l'information. Il les a aussi considérablement complexifiés. Au point d'engendrer une nouvelle forme de handicap social : l'illettrisme médiatique. La capacité des citoyens à maîtriser les bases de la production, de la diffusion et de la consommation de contenus, quels qu'ils soient, est devenu un indice de santé démocratique. Comme maîtriser sa langue maternelle, le calcul ou l'histoire. Sur ce point, au moins tout le monde, du monde associatif au politique, en passant par l'école, est sur la même longueur d'ondes.

Reste à agir. Timidement, le dispositif se met en place. En témoigne la première édition de la

Semaine européenne de l'éducation aux médias, lancée à l'initiative de la Commission, qui se tient du 18 au 22 mars. Pas question, claironne-t-elle depuis des mois à la veille des élections, de subir le sort de la présidentielle américaine ou de la campagne

en faveur du Brexit. Toutes deux avaient été torpillées par des campagnes de désinformation massives, relayées, souvent naïvement, par de simples citoyens.

Eduquer plutôt que réguler les plateformes, tel est, pour l'instant, l'esprit qui règne tant au niveau européen qu'en Belgique dès lors qu'il s'agit de lutte contre les fake news. « La régulation, c'est-à-dire toute mesure légale visant à contrer la désinformation, est un peu peine perdue », confie Patrick Verniers, président du Conseil supérieur de l'éducation aux médias (CSEM), membre du groupe d'experts chargé, l'an dernier, d'éclairer la position de la Belgique en la matière. « Il faut à tout le moins miser sur le développement des compétences critiques du citoyen, sérieusement mises à l'épreuve pour l'instant. » Personne ne peut y échapper, même les « digital native ». « Il faut tordre le cou à cette idée que qu'on est né dedans, on est compétent. »

Concrètement, éduquer aux

médias cela veut dire quoi ? « Pour évoluer dans cet environnement médiatique, de plus en plus complexe, il faut développer des compétences autour de trois axes. Un : celui lié aux informations. Être critique, accorder sa confiance à certaines sources et une confiance relative par rapport à d'autres. Mettre l'info en perspective. Bref, permettre au citoyen d'avoir la distance nécessaire pour évoluer dans une démocratie. Deux : les compétences sociales. Le citoyen lambda est responsable des informations qu'il diffuse. Par sa simple activité sociale (partager, liker sur les réseaux), il joue donc un rôle important dans la propagation des fake news. Développer sa propre capacité à produire et diffuser du contenu sur les réseaux sociaux exige un certain niveau de compétences. Stratégiquement, les producteurs de désinformation jouent sur ce manque de compétences pour assurer la propagation de leurs campagnes. Trois : l'axe technique. La maîtrise des outils médiatiques devient un enjeu crucial pour pouvoir exercer sa citoyenneté. »

La Belgique francophone est-elle armée pour ces combats ? La réponse est en demi-teinte. Si, souligne Patrick Verniers, de nombreux pays nous regardent depuis 2008 et la création du CSEM, amené à coordonner

l'ensemble des initiatives, « rien, dans notre système éducatif, ne peut garantir qu'à la sortie de la scolarité obligatoire, tout jeune citoyen dispose d'un niveau minimum de compétences. Les choses avancent, mais avec une forte disparité. C'est un petit peu le hasard de la scolarité qui va faire qu'on aura pu, à la faveur d'un prof motivé, approcher ces thématiques. » Le projet de Pacte d'excellence en restera, lui aussi, au stade de l'incitatif, avec toujours une approche transversale de l'éducation aux médias. « Tout le monde doit s'en préoccuper. Le risque étant que personne ne s'en préoccupe. C'est une passoire. »

La question d'un cours dédié pourrait néanmoins se poser en 2021 quand les tests Pisa intégreront ces matières. Ce qui, entre-temps, nécessitera de former les profs à l'usage des médias. Et de muscler les investissements, au-delà des déclarations d'intention politique toutes unanimes, de la Fédération Wallonie Bruxelles à l'Unesco. A ce jour, le budget global de l'éducation aux médias en Belgique francophone, c'est 1,1 million d'euros. Soit, à peine plus d'un euro par an par élève. ■

PHILIPPE LALOUX

Toutes les infos sur « La semaine européenne de l'éducation aux médias » sur [csem.be](http://csem.be).

# témoignage Les formateurs aux médias, plus sollicités que jamais

Daniel Bonvoisin travaille comme formateur pour l'ASBL Media Animation. Ses collègues et lui instruisent notamment des enseignants dans le cadre des formations continues obligatoires, dispensées durant les journées pédagogiques. Dans le catalogue des apprentissages qui leur sont proposés, plusieurs concernent les médias. Libre à eux de piocher celui qui les intéresse. Et pour des raisons différentes.

« Ces dernières années, il y a une prise de conscience du phénomène des théories du complot et des fake news, observe Daniel Bonvoisin. Il y a aussi une inquiétude chez les enseignants que leurs élèves consultent n'importe quoi sur internet. Le souci étant que les enseignants se demandent comment faire autorité face à cela. » Et c'est là que les formateurs se heurtent au cœur du problème : les enseignants ont de grosses lacunes concernant les médias. « Ce qui est regrettable, c'est que leur formation initiale sur les médias est très faible. Ce n'est pas abordé durant leurs études. Les enseignements sont fragilisés face à ces questions récentes et dépourvus d'outils », estime le formateur. D'où l'importance d'outiller ceux qui éduquent les plus jeunes.

## Développer un esprit critique

Depuis trois ou quatre ans, l'ASBL qui participe à la Semaine européenne de l'éducation aux médias est témoin d'une évolution : les médias sont devenus une matière considérée comme importante. Parce qu'elle touche à beaucoup de questions de société : le harcèlement et le cyberharcèlement, le racisme, le genre, la violence...

« On est plus sollicité qu'avant parce que les médias et internet touchent à des pro-

blèmes sociaux qui inquiètent. Les enseignants ont aussi une casquette de parents quand ils se forment. Et comme les médias évoluent vite, on livre une méthodologie globale, applicable à plusieurs formats, avec des outils simples à utiliser en classe comme des capsules vidéos », confie Daniel Bonvoisin. Et le formateur d'insister : il n'existe pas d'outil miracle. « On rappelle

toujours qu'on n'est pas là pour mettre de l'ordre. On aide à prendre des distances et à développer un esprit critique vis-à-vis des médias, ou un changement de comportement. »

## Observer de près

Média Animation travaille aussi en atelier ou conférence avec d'autres ASBL ou associations. Mais également avec tous les adultes qui le désirent. Même auprès du citoyen lambda, la question des médias est devenue centrale. « Je reste persuadé d'une chose, c'est en faisant des médias qu'on développe un esprit critique et qu'on les comprend. Il faut donc en produire soi-même pour avoir du recul et s'exprimer. Faire un film ou créer un journal par exemple », explique le formateur. Cette démarche se rapproche de celles proposées par l'AJP (Association des journalistes professionnels). « Reporter à l'école » et « Journalistes en classe » font entrer les médias dans le monde scolaire. La deuxième invite un journaliste à expliquer son métier aux élèves et à livrer des outils pour s'informer à leur âge. Selon Daniel Bonvoisin, ces actions sont « complémentaires » à celles de l'ASBL : « L'AJP aide à défendre la pertinence du journalisme et nous, on prend du recul pour développer un esprit critique par rapport aux médias ». ■

LOLA LEMAIGRE